



HAL
open science

Ce que les métropoles doivent au capitalisme, et réciproquement

Ludovic Halbert

► **To cite this version:**

Ludovic Halbert. Ce que les métropoles doivent au capitalisme, et réciproquement. Regards croisés sur l'économie, 2021, L'attractivité à quel prix ?, 1 (28). hal-03926084

HAL Id: hal-03926084

<https://hal.science/hal-03926084v1>

Submitted on 6 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ce que les métropoles doivent au capitalisme, et réciproquement

LUDOVIC HALBERT. A paraître dans *Regards croisés sur l'économie*.

Le renforcement des régions métropolitaines depuis le dernier tiers du XX^{ème} siècle est lié aux recompositions du capitalisme. Plus précisément, les métropoles sont à la fois les moteurs et des dispositifs socio-spatiaux résultant de trois principaux modes contemporains d'accumulation des richesses : la production et le commerce des biens et des services, des titres financiers, et des titres fonciers¹.

Dès l'Antiquité, des métropoles se distinguaient par une forte concentration des richesses, à l'image des villes-mères grecques à l'origine du terme de *metro-polis*. Conjuguant la domination militaire à l'enrôlement par le commerce de longue distance, ces espaces organisaient la circulation des ressources naturelles, de la force de travail (y compris par l'asservissement) et des produits artisanaux plus ou moins rares. À partir du XII^{ème} siècle, ce sont des villes qui posent les fondements du capitalisme européen, des cités marchandes méditerranéennes ou continentales aux capitales d'empires coloniaux et aux ports organisant le commerce triangulaire, jusqu'aux agglomérations de la révolution industrielle.

On entre néanmoins pleinement dans l'ère des métropoles au sortir de la seconde guerre mondiale (Hall, 1966), et plus sûrement à partir des années 1970 (Castells, 1998), à mesure de l'intégration des systèmes économiques à des échelles continentale et mondiale. Des bouleversements politico-économiques internationaux comme la sortie du système de Bretton Woods, l'adoption de politiques néolibérales en réponse à une condition « d'austérité permanente » d'États-providence rendus impécunieux (Pierson, 2002), ou encore une urbanisation accélérée qui s'appuie sur un mode de production capitaliste des infrastructures et des bâtiments (Lefebvre, 1970) ont fait des métropoles les pivots de la « nouvelle grammaire sociale de l'espace » (Scott, 2001). Elles sont depuis les sites d'un capitalisme mondialisé, financiarisé et urbanisé.

Les pivots de la mondialisation des réseaux de production

Un premier mode d'accumulation des richesses repose sur la production et le commerce de biens et de services, à travers la capture du différentiel entre les coûts de production consentis et les prix de vente. La circulation à longue portée des produits est facilitée par des évolutions technologiques et politiques qui ont résulté en un changement d'échelle de la sphère productive (réseaux de production mondialisés, internationalisation des modes de consommation). Ceci signale le déploiement d'un capitalisme mondialisé, dont les métropoles constituent « la traduction spatiale » (Lacour & Puissant, 1999), et cela pour plusieurs raisons.

Elles sont tout d'abord des « pivots » (« *basing points* », Sassen, 1996) à partir desquels sont pilotées des chaînes de valeur traversant les continents. Les métropoles hébergent ainsi les sièges sociaux des multinationales et concentrent des services aux entreprises dits avancés (ingénierie, consulting, audit, etc.) qui accompagnent la dispersion des activités manufacturières et leur réassemblage continu par la logistique. Leurs économies seraient ainsi devenues post-industrielles. Dès lors, les activités de commandement, de gestion, et plus

largement d'intermédiation déterminent l'imagerie métropolitaine ordinaire, depuis la *skyline* des tours des quartiers d'affaires, aux campus tertiaires sur les franges des agglomérations. Le tout bénéficiant des infrastructures matérielles et immatérielles assurant une connectivité maximale avec d'autres métropoles lointaines, leur réseau fonctionnant comme une « *global city* » intégrée.

Une seconde conception interprète la métropolisation à la lueur de la régionalisation des systèmes productifs (Storper, 1997). Plus que leurs seuls quartiers d'affaires, les régions métropolitaines apparaissent alors comme les moteurs de la création de richesse (Scott, 2001) parce que s'y concentrent les activités à forte valeur ajoutée d'une économie considérée comme *hyper-industrielle* en raison de l'intensité de la division des tâches, y compris dans le domaine des services (Veltz, 2017). Bien au-delà des seuls services avancés aux entreprises, l'avantage des métropoles tient alors à la concentration de ressources économiques nombreuses et diversifiées (main-d'œuvre qualifiée, investisseurs, laboratoires) : celles-ci sont nécessaires au déploiement d'un capitalisme cognitif qui repose sur la prolifération « d'innovations » technologiques, commerciales ou logistiques.

Leur dynamisme économique en fait aussi des lieux de consommation, en lien avec leur taille démographique bien sûr, mais aussi de la présence de populations fortunées, et, parfois, de leur attrait touristique. La métropole parisienne en constitue une illustration : son système productif largement inséré dans la mondialisation est doublé d'une consommation alimentée notamment par le tourisme international, en lien avec la valorisation de son patrimoine historique et culturel.

Les places fortes de la planète-finance

La période contemporaine se distingue également par l'entrée dans une nouvelle phase historique de *financiarisation*. Depuis le XII^{ème} siècle, succèdent en effet aux périodes d'expansion industrielle ou marchande, ce que F. Braudel dénomme un « automne du capitalisme » (Arrighi, 2010). L'accumulation des richesses s'appuie alors sur la production et le commerce non pas seulement des biens et des services, mais également des titres financiers (actions, obligations, dérivés). Leur détention assure des dividendes et intérêts tout en permettant des gains liés à leur appréciation. Or, ce sont des « villes-mondes » qui en sont historiquement les places fortes : Venise et Gênes au Moyen-Âge, Amsterdam au XVIII^{ème} siècle, Londres au XIX^{ème} siècle, New York dans le long XX^{ème} siècle.

La libéralisation des flux de capitaux dans les années 1970 et 1980 — pensons au « big bang » organisé sous M. Thatcher — s'est traduite par un nouvel essor des marchés financiers, celui-ci reposant sur des districts spécialisés interreliés. À l'image de la City londonienne, où les entreprises et professionnels œuvrent conjointement à la manipulation des capitaux pour bénéficier des externalités associées à la proximité géographique tout en s'inscrivant dans des échanges incessants avec New York ou Singapour.

Métropoles et « urbanisation du capital »

Le commerce des titres de propriété portant sur l'environnement bâti (logements, immobilier des entreprises, équipements et réseaux d'eau, d'électricité, de chaleur, ou encore infrastructures autoroutières, aéroportuaires ou portuaires) permet à leurs détenteurs d'en tirer

¹ Cette conception renvoie à la tradition marxiste (Harvey, 1982, 2006).

des revenus. Il peut s'agir de cessions temporaires de droits d'usage (location d'un bien, tarification pour les usagers d'un réseau) ou encore de plus-values à leur revente. L'accumulation repose alors sur l'anticipation de revenus futurs attachés à la détention de titres fonciers, ces derniers offrant un monopole sur un terrain et ses équipements garanti par la puissance publique. La transformation de l'usage des sols, notamment en lien avec des investissements publics, est un puissant catalyseur de ce mode d'accumulation, à l'image de ces friches industrielles soudainement convoitées pour développer des opérations immobilières lorsque que la puissance publique déploie de nouvelles infrastructures de transports en commun à proximité.

Ce mode d'accumulation est observé dans des villes européennes à partir du XII^{ème} siècle avec les contrats de location (Topalov, 1987). La modernisation des villes occidentales durant le XIX^{ème} siècle l'approfondit. Pensons à l'apparition de la promotion immobilière et des lotisseurs, ou encore au financement des services urbains (assainissement, voirie) par la capture de la rente foncière et le recours aux marchés financiers, comme ce fut le cas du Paris de Haussmann. Cependant, c'est l'urbanisation de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, doublée de l'adoption de politiques néolibérales promouvant les marchés fonciers comme mode de régulation de l'accès à l'espace urbain, qui renforce l'accumulation foncière. La privatisation de terrains publics, l'accapement d'espaces communs et le poids croissant des populations vivant dans les villes constituent le terreau de « l'urbanisation du capital » (Harvey, 1982, 2006). L'environnement bâti fonctionne ainsi à la fois comme un bassin de déversement des surplus d'accumulation de la sphère productive, et comme un terrain ouvrant de nouvelles opportunités d'enrichissement aux investisseurs.

Or, les métropoles sont des sites privilégiés de ce mode d'accumulation². La production d'immeubles collectifs repose de manière croissante sur des entreprises de promotion capitalistes. La fourniture des services urbains n'est pas en reste avec la présence de multinationales industrielles. Surtout, les métropoles attirent des investisseurs aussi divers que des élites fortunées ou des gérants d'actifs mobilisant les capitaux des investisseurs institutionnels (fonds souverains, fonds de pension, compagnies d'assurance) et alternatifs. Ces destinations sont rendues attractives par la demande en apparence inextinguible des ménages et des entreprises. S'ajoute également des perspectives d'appréciation dopées par des politiques monétaires accommodantes et la sécurité perçue liée au propre engouement des investisseurs eux-mêmes. De ce point de vue, les infrastructures et l'immobilier des métropoles sont devenus un terrain d'expansion de la finance de marché.

L'avenir des métropoles suspendu aux recompositions du capitalisme

La convergence des différents modes d'accumulation dans les métropoles n'est pas fortuite : ils s'y renforcent mutuellement. Ainsi, les richesses créées par leurs systèmes productifs sont captées par les marchés financiers lorsque des entreprises ou des impôts locaux sont transformés en titres financiers (actions, obligations). La concentration des populations, des activités productives et de la consommation alimente aussi une forte demande immobilière et infrastructurelle, ce qui attise l'accumulation par le foncier. La

² Des « terres noires » d'Ukraine aux vignobles français, des mines de cobalt aux fermes solaires, des usines d'eau potable aux forêts tropicales, le commerce des titres fonciers à des fins d'accumulation affecte aussi l'environnement naturel et agricole.

présence des institutions financières participe à la valorisation des espaces, encourage les investissements dans des groupes cotés en bourse ou des start-ups ainsi que dans les marchés immobiliers et infrastructures métropolitains. Enfin, en stimulant la transformation des terrains, l'accumulation foncière contribue à l'apparition et au renforcement de nouveaux modes de production et de consommation, ce qui renforce l'avantage comparatif des systèmes productifs métropolitains.

États et collectivités l'ont d'ailleurs intégré à travers leurs politiques de développement territorial et d'attractivité. Des villes européennes à celles de Chine, la puissance publique mobilise ses pouvoirs réglementaires et ses ressources budgétaires pour soutenir leurs champions métropolitains. Cherchant à les équiper dans la concurrence interterritoriale pour les facteurs de production et de consommation, ces politiques ont paradoxalement pour effet d'intensifier leur mise en compétition.

Les métropoles font néanmoins l'objet de critiques citoyennes, du monde académique ou même politiques en raison des effets jugés délétères du capitalisme contemporain sur l'environnement, en matière d'accroissement des inégalités de richesse ou de dépossession des modes de vie (Halbert et al. à paraître). En dépit de ces contestations, la « dé-métropolisation » n'a rien d'une certitude. En témoignent la lenteur de l'évolution de systèmes productifs prédateurs de ressources naturelles et sociales, l'incapacité à lutter contre les errements d'une finance invitée à financer la transition écologique en dépit des crises qu'elle alimente, la timidité à expérimenter des alternatives à la régulation marchande dans l'accès à l'espace urbain.

Bibliographie

- Arrighi G. (2010), *The second twentieth century: Money, power, and the origins of our times*, New York, Verso.
- Castells M. (1998), *La société en réseaux*, Paris, Fayard.
- Halbert L., Pinson G. et V. Sala-Pala (accepté à paraître), « Contester la métropole ». Dossier thématique, *Métropoles*.
- Hall P. (1966), *Les villes mondiales* (G. Nathalie, Tran.), Paris, Hachette.
- Harvey D. (1982, 2006), *The Limits to Capital*, London and New York, Verso.
- Lacour C. et S. Puissant (1999), *La métropolisation : croissance, diversité, fractures*, Paris, Anthropos.
- Lefebvre H. (1970), *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard.
- Pierson P. (2002), "Coping with Permanent Austerity: Welfare State Restructuring in Affluent Democracies", *Revue française de sociologie*, vol. 2, n° 43, p. 369-406.
- Sassen S. (1996), *La ville globale*, Paris, Descartes et Compagnie.
- Scott A. J. (2001), "Globalization and the rise of City-Regions", *European Planning Studies*, vol. 9, n° 7, p. 813-826.
- Storper M. (1997), *The Regional World: Territorial Development in a Global Economy*, London and New York, Guilford Press.
- Topalov C. (1987), *Le logement en France : histoire d'une marchandise impossible*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques.
- Veltz P. (2017), *La société hyper-industrielle et ses territoires*, Paris, Seuil.